

Commerce équitable et justice climatique

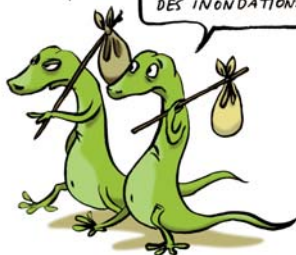


Les acteurs du commerce équitable s'engagent pour un développement durable
Initiatives et pratiques pour lutter contre le changement climatique.

Le commerce équitable face

C'EST LA SÉCHERESSE,
DANS MON PAYS !

DANS LE MIEN, ON A
DES TYPHONS ET
DES INONDATIONS !



Faits & chiffres

Les pays riches se sont engagés par le Protocole de Kyoto, en 1997, à réduire de 5,2 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2012 par rapport à l'année de référence 1990. Pour sa part, la France s'est engagée à une réduction par quatre de ses émissions d'ici à 2050. Mais d'après le consensus scientifique actuel, le réchauffement global s'accélère et pour le contenir à 2°C, une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 et de 80 à 95 % d'ici à 2050 est nécessaire.

Phénomène naturel, l'effet de serre maintient une température moyenne de 15° C permettant la vie sur la planète. Mais les modes de production, de consommation et de commercialisation des pays riches émettent plus de gaz à effet de serre que la biosphère ne peut en absorber, avec pour conséquence un réchauffement climatique global, qui affecte particulièrement les régions les plus pauvres. Les pays industrialisés ont donc une double responsabilité : réduire leurs émissions, aider les pays du Sud à s'adapter.

Pour les organisations du commerce équitable, une réponse efficace au changement climatique doit promouvoir et s'appuyer sur toutes les dimensions du développement durable : protection de l'environnement, économie équitable, justice sociale, diversité culturelle, participation des acteurs. Le commerce équitable contribue de différentes manières à la prévention des déséquilibres climatiques et à l'adaptation à leurs effets.

Le commerce équitable soutient des productrices et producteurs du Sud qui privilégient des modes de production agricoles et artisanaux peu émetteurs de carbone et permettant d'en fixer par le sol et les forêts. Stabilité des prix et sécurité alimentaire permettent aux coopératives une autonomie et des investissements dans des biens sociaux (éducation, santé...). Au Nord, les membres de la Plate-Forme pour le Commerce Équitable (PFCE) s'engagent à la fois dans des initiatives de diminution de l'impact environnemental de leur activité, d'éducation du public à la consommation responsable et de plaider dans les lieux de décisions et les négociations climatiques.

La crise climatique : des conséquences graves pour les plus pauvres

La température mondiale a augmenté de 0,74 °C en moyenne au cours des 100 dernières années, le niveau des mers pourrait s'élever de plus d'un mètre avant la fin du siècle. Les conséquences touchent particulièrement les personnes les plus défavorisées et précaires, qui ont moins de moyens d'y faire face :

- ▶ Accroissement du nombre et de l'intensité des épisodes extrêmes (tempêtes, canicules...), inondation de zones côtières et de deltas, sécheresses prolongées dans les zones tropicales et le Sahel.
- ▶ Aggravation de la faim (plus d'un milliard de personnes depuis 2009) et de la pauvreté : désertification, pénuries d'eau potable, diminution des rendements agricoles ; recrudescence de maladies (paludisme...).
- ▶ Accélération de l'érosion de la biodiversité : disparition d'espèces animales et végétales, fragilisation d'écosystèmes terrestres et marins...
- ▶ Multiplication des conflits pour l'accès aux ressources, réfugiés climatiques.

aux changements climatiques

« En Ouganda, la saison sèche s'est allongée et les pluies ont diminué. La floraison des caféiers a été perturbée, causant une chute de production de 40 % l'an dernier. Les cultures vivrières comme la banane plantain sont aussi menacées, alors que les prix de l'alimentation augmentent, ce qui accélère l'exode rural ».

« Dans les Caraïbes, en 2007, l'ouragan Dean a détruit la totalité des récoltes de la Dominique, les trois quarts de celles de Sainte-Lucie et un dixième à Saint-Vincent. Le changement climatique risque d'allonger la saison des cyclones en zone tropicale, et de les rendre plus intenses. »

Coopérative Gumutindo Coffee / Groupe de producteurs de bananes WINFA
Labellisés Max Havelaar

Dette climatique, justice climatique

Les pays riches sont historiquement responsables du dérèglement climatique : depuis la révolution industrielle, leur mode de développement est basé sur l'utilisation de ressources énergétiques non renouvelables et polluantes. Leurs émissions mondiales de gaz à effet de serre ont augmenté de 70 % depuis 1970.

Compte tenu des capacités de la biosphère, les 6,7 milliards d'humains disposent chacun d'un « droit à émettre » de l'ordre de 1,6 tonne de CO₂ par an. Actuellement, chacun en émet en moyenne 4,2 tonnes. Mais un-e Européen-ne en émet 10 tonnes, un-e Américain-e du Nord 20, un-e chinois-e 4 tonnes, tandis qu'un-e Indien-ne 1,2 et un-e Africain-e de l'Ouest moins de 0,2 tonne. Les pays riches ont donc une dette climatique à l'égard des pays pauvres et la justice climatique exige qu'ils diminuent leurs émissions pour permettre aux pays défavorisés de se développer et d'assurer leurs besoins essentiels.

Agence internationale de l'énergie et http://www.statistiques-mondiales.com/emissions_co2.htm

« Les revenus du commerce équitable nous ont permis d'acheter des semences potagères pour nourrir nos familles et aussi pour investir dans des magasins afin de stocker le maïs et le sorgho en vue de la période de soudure où l'alimentation se fait rare ».

Sira Souko
productrice de coton au Mali

« À la coopérative Coocafé, nous avons pu investir afin de réduire de dix fois la quantité d'eau pour laver les cerises de café. Nous avons aussi planté des arbres autour de nos parcelles afin de préserver les sols et de retenir l'eau ».

Coocafé au Costa Rica,
Labellisée Max Havelaar

Le commerce équitable : défendre les droits humains en encourageant la justice sociale, les pratiques environnementales et la sécurité économique

Le commerce équitable est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et les pratiques du commerce international conventionnel.

(Consensus Fine, 2001, charte commune aux quatre organisations internationales du commerce équitable, FLO, WFTO (ex-IFAT), NEWS I, EFTA)

La Plate-Forme pour le Commerce

« De nombreux acteurs du commerce équitable ont participé activement aux campagnes de plaidoyer, aux côtés d'autres ONG de solidarité internationale et environnementale. Quinze millions de citoyens et citoyennes dans le monde ont ainsi signé la pétition Pour un vrai accord à Copenhague. Les négociations se poursuivent en 2010 aux Nations unies en mai et juin, puis à la conférence de Mexico en décembre 2010, la mobilisation demeure essentielle pour essayer d'obtenir un accord juridiquement contraignant ! La Plate-Forme pour le Commerce Équitable, qui a soutenu l'appel Ultimatum climatique participe à cette dynamique citoyenne et a publié ses positions ».

Eugénie Malandain,
chargée de l'évaluation et
de l'environnement, PFCE

Le sommet de Copenhague organisé en décembre 2009 par les Nations unies à partir de 2012 a échoué à prendre des engagements chiffrés et des mécanismes de financements sont prévus pour financer les actions d'adaptation des pays

La Plate-Forme pour le Commerce Équitable a la conviction que la protection de l'environnement et le développement humain sont deux questions indissociables. Les paysans et travailleurs du Sud, déjà pour la plupart en situation précaire, sont les plus vulnérables aux changements climatiques. Aujourd'hui déjà les conséquences se font sentir : 26 millions de personnes déplacées ont dû quitter leurs habitations à cause de catastrophes naturelles liées au changement climatique*.

Les acteurs du commerce équitable se mobilisent pour atténuer les effets du dérèglement du climat sur les petits producteurs. En soutenant l'agriculture paysanne dans les pays du Sud, le commerce équitable contribue à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Les engagements économiques sociaux et environnementaux du commerce équitable encouragent des pratiques agricoles garantissant la protection de l'environnement à des conditions rémunératrices pour les petits producteurs. Par ailleurs, la stabilité des revenus générée par le commerce équitable ainsi que le renforcement des compétences organisationnelles et techniques des organisations de producteurs leur permettent de développer des stratégies d'adaptation aux effets du changement climatique. **Au-delà de ces pratiques des acteurs du commerce équitable, ce sont les règles du commerce mondial qu'il faut changer pour donner les moyens aux producteurs au Sud, comme au Nord, de vivre dignement de leur travail dans un environnement préservé.**

Un accord climatique ambitieux de la communauté internationale reste donc urgent. La PFCE et ses membres soutiennent une limitation du réchauffement climatique à 2 °C et une répartition équitable de l'effort de lutte contre le changement climatique entre les pays. Si les pays en développement doivent limiter la croissance de leurs émissions, cela ne doit pas compromettre leur développement social et économique. En

* Chiffres du Forum humanitaire mondial.

Équitable s'engage

...nies pour négocier l'après Protocole de Kyoto
...canismes de contrôle au niveau mondial. Des
...du Sud.



...plus de leurs propres engagements de
...réduction d'émissions, un soutien technique,
...financier et juridique des pays industrialisés vis-
...à-vis des pays en développement est aussi
...primordial afin de leur permettre de réduire leurs émissions et de
...s'adapter aux conséquences du changement climatique dont ils sont
...les premières victimes. **C'est une question de justice climatique : les
...pays développés ont une responsabilité historique et doivent ainsi
...replacer l'équité au centre des négociations !**

Selon l'accord passé à Copenhague, les pays industrialisés ont présenté leurs objectifs de réductions avant le 31 janvier 2010. L'Union européenne maintient son engagement de réduction de 20 % d'ici à 2020. C'est insuffisant ! L'Europe doit s'engager à une réduction de ses émissions d'au moins 30 % pour 2020 sans conditions – et, bien sûr, sans recourir à la compensation par des projets menés à l'étranger.

Initiatives de plaidoyer et positions d'acteurs du commerce équitable

- ▶ Ultimatum climatique www.copenhague-2009.com
- ▶ Pour l'urgence climatique et la justice sociale www.climatjustice.org
- ▶ Campagne internationale action climat <http://gc-ca.org/ciac>
- ▶ Déclaration des peuples à Copenhague www.klimaforum09.org
- ▶ www.oxfam.org/fr/changementclimatique
- ▶ www.fairtrade.org
- ▶ www.uneseuleplanete.org

Initiatives des acteurs du



Les membres de la Plate-Forme pour le Commerce Équitable et leurs partenaires au Nord et au Sud défendent depuis de nombreuses années un mode de développement durable et solidaire, qui a un impact réduit sur le climat : moindre consommation de ressources naturelles et d'intrants, utilisation de matériaux naturels ou recyclés, promotion d'un mode de consommation plus sobre, diminution des emballages, transport par bateau...

Secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre dans le monde / Réponses du commerce équitable

Fourniture d'énergie : 25 % - Choisir des fournisseurs d'énergie verte

Industrie : 20 % - Commercialiser des produits artisanaux et de récupération produits en minimisant l'utilisation de ressources

Transports : 19 % - Privilégier le transport par bateau et les boutiques de proximité

Déforestation : 17 % - Aider les communautés autochtones à préserver la forêt en fournissant un débouché à leurs produits

Agriculture : 13,5 % - Soutenir une agriculture paysanne, biologique, durable

Chiffres GIEC 2007, Réseau Action Climat, Cap vers Copenhague, 2009.

Soutenir des modes de production agricoles permettant l'adaptation aux dérèglements climatiques et la captation de carbone

Le commerce équitable encourage des modes de production durables dans le cadre d'un développement territorial approprié par les communautés locales : agriculture biologique, agro-foresterie, jardins créoles, cultures associées, intégration agriculture-élevage, techniques de rétention et de stockage de l'eau...

Un sucre de canne bio et équitable du Paraguay importé en Europe par bateau a une empreinte carbone inférieure à un sucre de betterave produit localement, mais avec des méthodes intensives : étude <http://www.climatop.ch>

Le riz est une plante très sensible aux variations de températures. Pour s'adapter aux déséquilibres climatiques, Green Net en Thaïlande, partenaire d'Artisans du Monde et d'Alter Eco, sélectionne des variétés moins consommatrices d'eau. La coopérative de producteurs de riz ORFSC développe des systèmes de culture agro-écologiques : construction de barrages pour l'irrigation des rizières, fabrication de compost, plantation de légumineuses en alternance avec le riz, lutte biologique contre les insectes, plantation d'arbres fruitiers, pisciculture...

Lutter contre la déforestation et préservation de la biodiversité

Les modes de production durable soutenus par le commerce équitable contribuent à éviter la déforestation, à reboiser, à préserver les écosystèmes, par exemple en combinant culture de cacao et plantations d'arbres fruitiers et d'essences locales.

La cacaoyère dominicaine est un système agro-forestier composé de cacaoyers, d'arbres fruitiers – orangers, avocatiers – de bananiers et de cultures vivrières – haricot, manioc... Les paysannes de la coopérative Conacado, partenaire d'Ethiquable en République Dominicaine, n'utilisent aucun produit chimique.

commerce équitable

La fertilité de leurs plantations est reconstituée de façon naturelle grâce à la formation d'un épais tapis d'humus, comme dans une forêt.

Promouvoir le « gain carbone »

Par exemple les achats du warana, complément alimentaire, par les consommatrices et consommateurs du Nord fournissent des revenus à la communauté des Sateré Mawé, partenaires de Guayapi Tropical, qui protège la forêt amazonienne par des pratiques agricoles non productivistes. Celles-ci émettent beaucoup moins de CO₂ que les pratiques industrielles. Déforestation et agriculture intensive évitées : la commercialisation internationale d'un produit peut représenter un *gain carbone*, si l'on tient compte des gaz à effet de serre non émis par rapport à des pratiques agricoles moins respectueuses de l'environnement..

Le tourisme équitable et solidaire, à la recherche de solutions

« Nos membres prennent des initiatives pour que le tourisme équitable, dont les séjours sont généralement sobres en carbone, contribue à l'adaptation au changement climatique. Ainsi, Ecotours a financé la construction d'un gîte au Pérou avec les populations locales, selon des méthodes ancestrales économes en énergie (maisons en terre), grâce à l'affectation d'un pourcentage du prix du séjour des voyageurs à un fonds de développement. Vision du Monde et E-changeons le Monde compensent leurs propres émissions et encouragent leurs clients à faire de même ».

Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire,
www.tourismesolidaire.org

Éduquer à la consommation responsable, contribuer à la recherche, plaider

La Plate-Forme pour le Commerce Équitable et ses partenaires alimentent la sensibilisation et le plaidoyer par leur expertise spécifique. Du fait de leur proximité avec des organisations de base dans les pays du Sud, ils sont en première ligne en matière d'observation des effets locaux du changement climatique et de stratégies d'adaptation mises en œuvre par les femmes et les hommes sur la base de savoirs traditionnels et d'innovations.

- ▶ Appel des peuples indigènes pour le respect de la terre mère et contre la marchandisation de la vie, lancé au Forum social mondial de 2009 : diffusion par Artisans du Monde d'un manuel de mobilisation.
- ▶ Étude *Commerce équitable et Réchauffement climatique*, par Alter Eco à paraître en avril 2010.
- ▶ Étude d'Oxfam *Le coût humain du changement climatique*.
- ▶ Document de position *Égalité, fraternité, soutenabilité* de Fair Trade Foundation.

Une dynamique de progrès continu

Le projet *Commerce équitable et environnement, 2009-2011* vise à outiller les membres de la PFCE en théorie et en pratique, pour s'engager à évaluer leurs impacts, réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, et les compenser en soutenant des projets d'efficacité énergétique et de reforestation dans le respect de la biodiversité. Le transport par bateau remplace peu à peu l'aérien et l'optimisation du transport terrestre permet des économies ; des progrès sont réalisés pour l'éco-conception des points de vente, des produits, de leurs emballages, des teintures pour le textile etc. Des bilans carbone sont réalisés et des plans d'actions mis en œuvre pour améliorer l'efficacité énergétique et la gestion des déchets. Ces réalisations sont mutualisées dans des publications téléchargeables : guide de bonnes pratiques et carnet n° 1 *Commerce équitable et environnement*
www.commerceequitable.org

JE NE VOYAGE PLUS SANS
MA COMPENSATION CARBONE.



Les Carnets

de la Plate-Forme pour le Commerce Équitable

N° 2 : Commerce équitable et changements climatiques

Créée en 1997, la Plate-forme pour le Commerce Équitable (PFCE) est un collectif national de concertation visant à défendre et à promouvoir le commerce équitable.

Face à la crise écologique, la Plate-forme pour le Commerce Équitable et ses quarante organisations membres s'engagent dans un programme de mutualisation et diffusion d'initiatives concrètes pour l'environnement. Ce deuxième carnet de la nouvelle collection *Les Carnets de la Plate-Forme pour le Commerce équitable* témoigne de la contribution du commerce équitable à la lutte contre le dérèglement climatique et à la solidarité pour l'adaptation des personnes les plus défavorisées dans les pays du Sud. Pour la PFCE, il s'agit de mettre en œuvre des principes et des actions de justice écologique, sociale et économique.

Avec le soutien de l'Agence française de développement



La Plate-Forme pour le Commerce Équitable remercie également l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), la Fondation MACIF et la Fondation Crédit Coopératif.

Réalisation : Yveline Nicolas, Adéquations - <http://www.adequations.org>

Avril 2010

Plate-Forme pour le Commerce Équitable

61, rue de la Chapelle - 75018 Paris
Contact : (33) 01 42 09 05 53
plate-forme@commerceequitable.org
www.commerceequitable.org

